

"Le Canada se réjouit de la mise en place progressive, l'an dernier, d'institutions politiques démocratiques en Corée. La libération, cette année, de plus de 250 prisonniers politiques est, à notre avis, la preuve d'un plus grand engagement du gouvernement coréen à l'égard des droits de la personne. L'intérêt qu'attache depuis longtemps le Canada à cette cause a été un important sujet de discussion lors de la visite du premier ministre à Séoul, en 1986. En établissant des processus démocratiques et en reconnaissant la nécessité de respecter les libertés fondamentales de ses citoyens, le gouvernement de la République de Corée a entrepris de poser les fondements essentiels au développement et à l'épanouissement d'une société libre", a déclaré M. Clark.